

Motion 1

En lutte pour le retrait du projet gouvernemental !

La Coordination Nationale Formation Des Enseignants (CNFDE), réunie le samedi 4 avril 2009, constate que **les ministres de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ont provoqué une désapprobation unanime des personnels de l'Éducation Nationale, de la recherche et de l'Université. Ces ministres se trouvent aujourd'hui face à un front uni de défiance, de désobéissance et de désaveu sans précédent.**

La coordination confirme totalement les appréciations qu'elle a déjà portées sur les divers communiqués diffusés par les ministres de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à la fin du mois de mars : malgré quelques concessions tactiques, limitées à l'an prochain, le gouvernement maintient son projet de réforme de la formation des enseignants. Dans ce cadre, ses propositions récentes ne font qu'ajouter de la confusion et de l'incohérence. Les étudiants en sont les premières victimes. C'est inacceptable !

La coordination se réjouit des prises de position particulièrement vigoureuses de la Conférence des Directeurs d'IUFM (CDIUFM) en date du 2 avril, qui constate que « *toutes les mesures annoncées depuis juin 2008 – souvent changeantes mais toujours éminemment compliquées – ont, entre autres, pour objectif, largement médiatisé, de mettre à mort les IUFM, [que] cet acharnement obsessionnel ne nuit pas seulement aux IUFM [et qu'] aujourd'hui, ce pouvoir de nuisance retombe sur les étudiants et sur toute la communauté universitaire.* »

La coordination réitère les demandes qu'elle a soutenues dans un communiqué commun des coordinations, organisations syndicales d'enseignants, associations, sociétés savantes et mouvements pédagogiques en date du 4 avril intitulé *Le temps presse*. **Le gouvernement doit en urgence retirer son projet de réforme et déclarer qu'il maintient intégralement les dispositifs actuels de recrutement, de formation et d'inscription aux concours.** La confusion actuelle ne permet pas de mettre en œuvre sagement des procédures d'équivalence de master pour l'année 2008-2009.

La coordination insiste tout particulièrement sur la nécessité de maintenir le dispositif actuel valable pour les PE2, PLC2, PLP2, CPE2, au bénéfice des lauréats des concours de 2010, soit l'année de formation en alternance rémunérée en tant que fonctionnaires-stagiaires, avec un nombre de postes aux concours maintenu à hauteur des besoins réels, au minimum au niveau de 2008.

Elle exige des engagements formels pour le maintien des IUFM en tant qu'écoles professionnelles à vocation académique et de leur potentiel de formation et de recherche. **Elle demande que, conformément à l'engagement qu'il a pris devant les organisations syndicales, le ministère restitue tous les postes de BIATOSS et de formateurs de tout statut, qui ont été supprimés depuis septembre 2008 dans les IUFM.**

Elle soutient par sa signature la lettre ouverte des sociétés savantes et des associations d'enseignants au ministre de l'éducation nationale et souligne la nécessité de prendre en compte, pour une formation de qualité des enseignants, les dimensions didactique, pédagogique et pratique de la formation.

La CNFDE continue à refuser toute mesure transitoire qui ne viserait qu'à enclencher insidieusement le processus de réforme. Elle se déclare disponible pour participer à toute réflexion sur la formation des enseignants, dès lors que le projet gouvernemental aura été retiré.

En coordination avec les autres acteurs du mouvement actuel au sein de l'Éducation Nationale et des universités, elle appelle à participer aux journées nationales de mobilisation, notamment le 8 avril et le 1^{er} mai. Elle appelle à amplifier et à diversifier les actions, à les inscrire dans la durée. Elle appelle les personnels, les élus, les syndicats et les associations, les membres des différents instances à bloquer toute tentative de mise en œuvre du projet gouvernemental de réforme de la formation et du recrutement des enseignants.

Motion 2

La Coordination Nationale Formation Des Enseignants (CNFDE) appelle de ses vœux une concertation sur l'ensemble du dossier du R et de la FDE. Mais le retrait du projet gouvernemental en est une condition préalable, quelle que soit la forme de cette concertation.